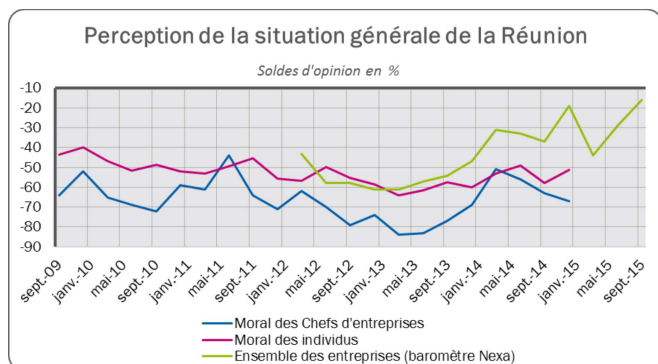


Le réchauffement économique se confirme

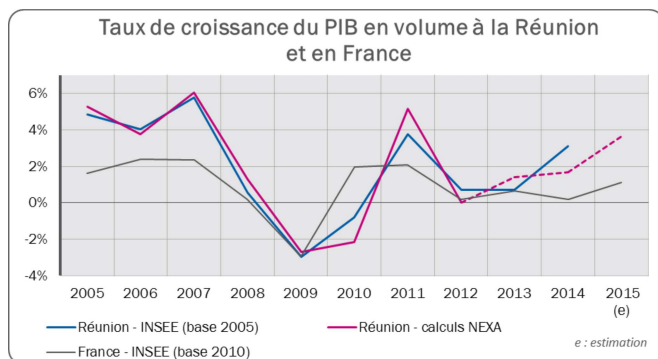
Après une saison sèche relativement chaude, et alors que l'arrivée de la saison humide est annoncée avec de nouveaux records de températures, le troisième trimestre 2015 a confirmé le réchauffement du climat économique de La Réunion, amorcé depuis 18 mois.

L'ensemble des enquêtes d'opinions réalisées auprès des acteurs économiques révèle une amélioration des sentiments liés à la situation économique et sociale.



Sources : IPSOS, Nexa

De fait, les indicateurs de réalisation disponibles ce trimestre, combinés aux soldes de perception et aux séries de comptes régionaux, nous ont amené à relever notre prévision de croissance pour l'année 2015 à 3,9% en euros courants (ou 3,6% en volume, hors inflation). Cette réévaluation est principalement due à la hausse des contributions de la consommation et de l'investissement.

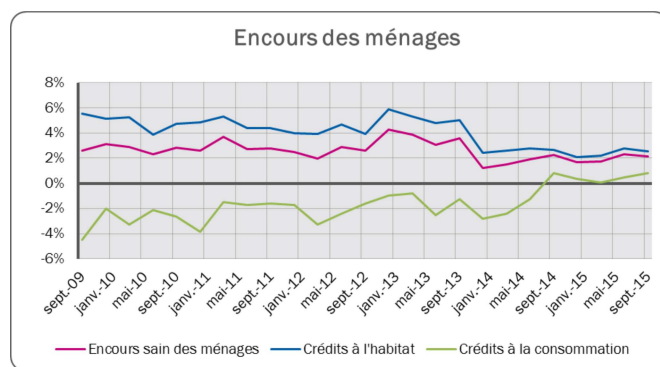


Sources : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des comptes définitifs, des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC).

◆ Consommation soutenue des ménages

Aidée par un pouvoir d'achat positif et une meilleure visibilité économique, la consommation s'est accélérée au cours du troisième trimestre. Hausse des crédits à la consommation, progression des ventes de produits de grande consommation et des véhicules de tourisme constituent en effet autant d'indicateurs confirmant la bonne orientation de la dépense des ménages.



Source : IEDOM

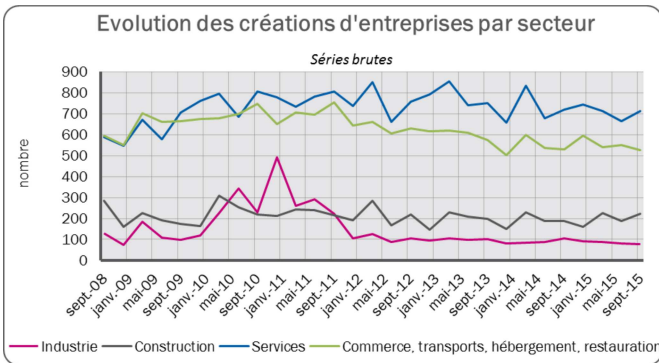
Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

Position confortée de l'entrepreneuriat

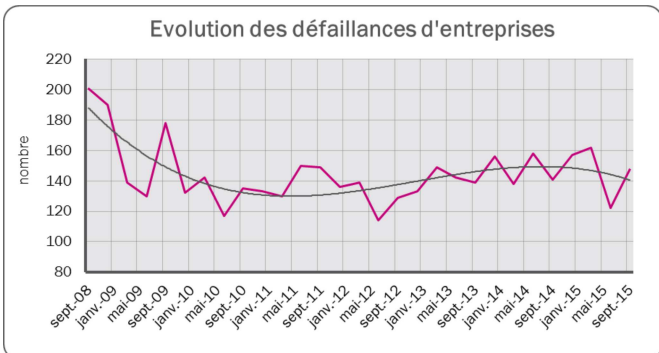


Source : INSEE

Les créations d'entreprises rebondissent de 3,6% au troisième trimestre 2015 après 2 trimestres en recul. La « construction » et les « autres services » contribuent principalement à cette progression avec des taux respectifs de +17% et +6%.

Parmi les 1523 nouvelles entités enregistrées, la catégorie individuelle demeure toujours la plus prisée, sans dépasser les 1000 créations. Le statut de micro-entrepreneur en hausse trimestrielle de 4,5%, reprend également mais les 280 candidats dénombrés restent en deçà des niveaux inscrits lors des périodes antérieures.

La forme sociétaire, adoptée par 542 entreprises nouvellement créées, progresse fortement à plus de 10% par rapport au trimestre précédent.



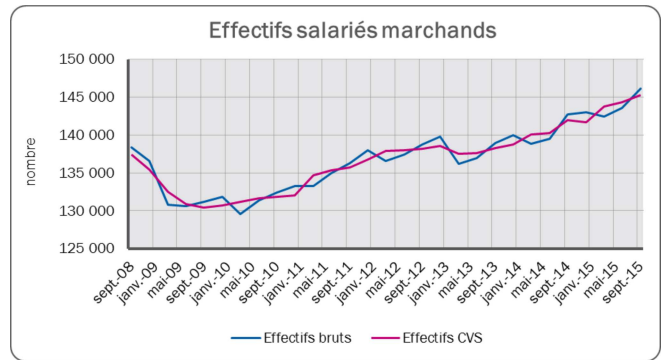
Source : INSEE

Après une accalmie sur le front des défaillances, les difficultés ont de nouveau surgi. 148 entreprises ont été confrontées à un redressement ou une liquidation judiciaire au troisième trimestre, une hausse de 21%. En cumul annuel toutefois, les défaillances sont cantonnées avec une diminution de -0,7%.

Accroissement de l'emploi salarié

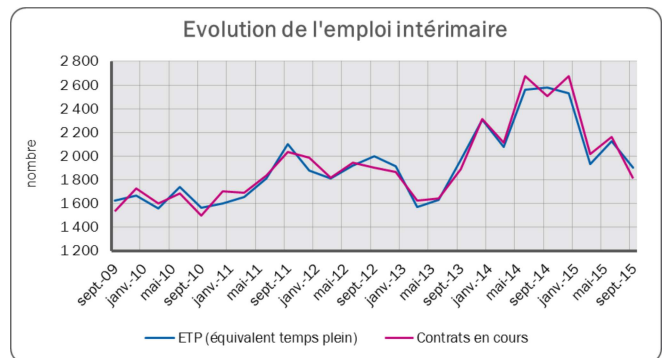
La vigueur de l'économie réunionnaise au troisième trimestre a poussé les entreprises à recruter, comme en témoigne le solde positif. Hors variations saisonnières, le secteur marchand compte 1 000 salariés de plus en un trimestre, soit 3 300 en un an.

Selon l'ACOSS, cette progression des créations d'emploi, de 2,4% sur une année, est essentiellement à mettre au profit des secteurs des « autres services », du commerce et de l'hébergement-restauration.



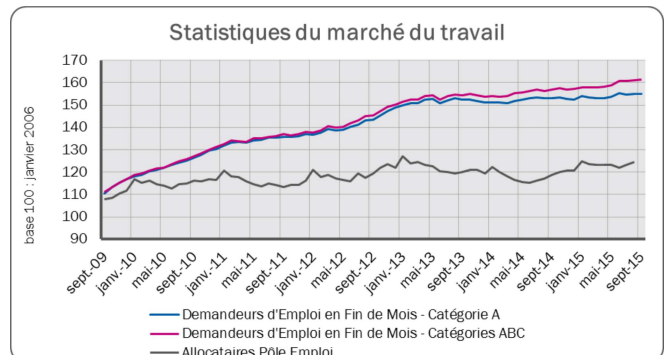
Source : ACOSS

L'emploi intérimaire, permettant l'ajustement des effectifs d'entreprises en sous-capacité face à un sursaut d'activité, s'est contracté de 10% par rapport au second trimestre.



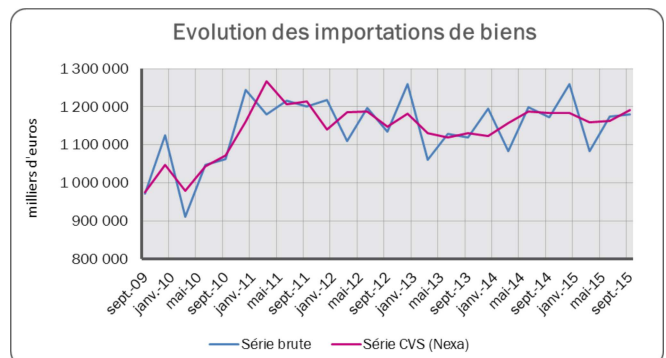
Source : Dares

Simultanément, et malgré un léger repli sur le trimestre, le nombre des allocataires de Pôle Emploi augmente de 6% sur une année.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Consolidation du commerce extérieur

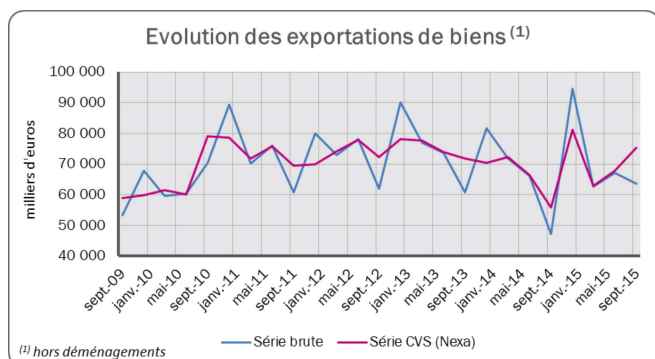


Source : Douanes

Sur les 9 premiers mois de l'année, l'ensemble des biens échangés totalisent 3,6 Md€, équivalant au montant atteint fin septembre 2014.

Les importations à 1,2 Md€ au cours du troisième trimestre progressent de 3,1% par rapport au précédent. Les biens intermédiaires, nécessaires à la transformation locale croissent de 3,1% sur la période.

La reprise des investissements se confirme avec une importation de biens d'équipement en hausse de 10,8% en glissement annuel.



Source : Douanes

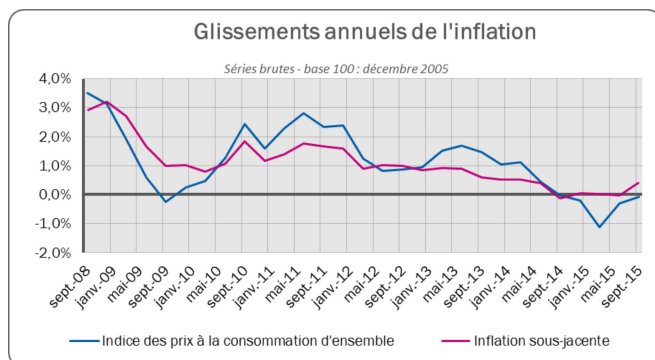
Les exportations, 75 M€ après correction de l'effet saisonnier, bondissent de 11% par rapport au trimestre précédent et de 35% par rapport à celui de 2014. Le troisième trimestre 2014 ayant été catastrophique. Elles sont essentiellement constituées de produits agro-alimentaires (sucre et sucrerie +120%, poissons & crustacés +296%), respectivement +41% sur le trimestre et +81% en rythme annuel.

● L'inflation en phase d'émersion

Après une plongée sous la barre de -1% en rythme annuel au premier trimestre 2015, le taux d'inflation est remonté au niveau 0% au troisième trimestre 2015 (voire 0,2% en juillet).

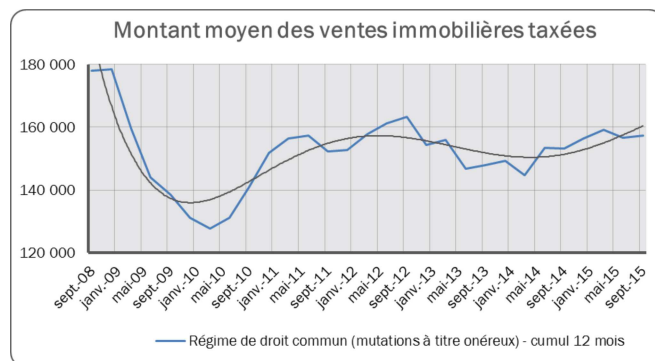
Alors que les variations de tarifs de transports aériens de voyageurs se sont neutralisées entre juillet et août, une nouvelle chute des prix des produits pétroliers dès le mois d'août qui s'est accentuée en septembre, a faiblement pesé sur la tendance. En revanche, les postes « services » et « alimentation » en augmentation au cours de la période, ont davantage marqué l'évolution des prix par rapport à l'année précédente.

L'inflation sous-jacente permet de dégager la tendance fondamentale des prix en isolant les composantes les plus stables de l'indice. L'indicateur retrouve une progression positive à 0,4% en glissement annuel, marquant une légère tension inflationniste, corollaire de la croissance économique actuelle.



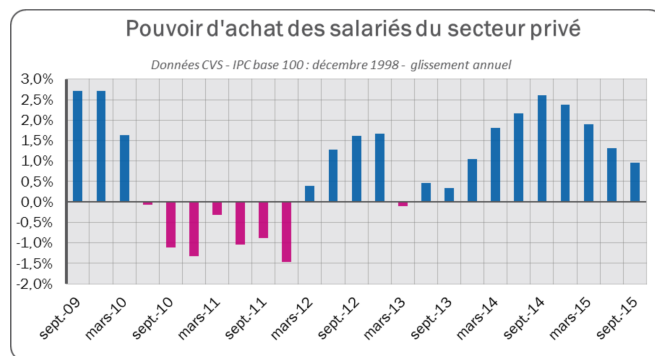
Sources : INSEE – calculs Nexa

Sur les marchés immobiliers, les prix des transactions de patrimoine, plutôt stabilisés en glissement trimestriel, affichent une augmentation de +1,9% en glissement annuel. En cohérence avec la reprise économique et les conditions de financement favorables.



Source : CGEDD/MEDOC

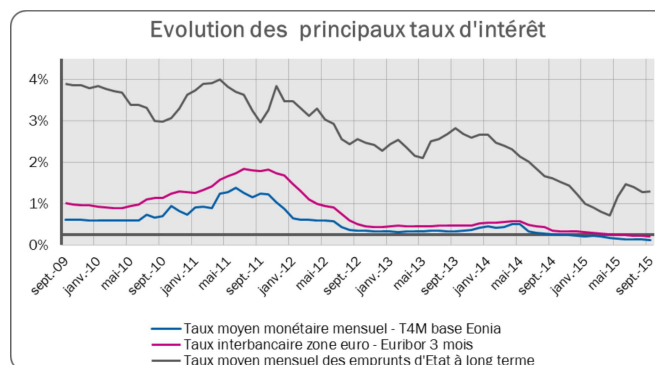
Le différentiel entre l'évolution de la masse salariale du secteur marchand et celle de l'indice général des prix apparaît excédentaire, à 1% sur le trimestre, générant un pouvoir d'achat théorique toujours positif. Elle s'atténue cependant par rapport aux trimestres précédents, signalant une possible restriction de la capacité future à consommer des ménages.



Sources : ACOSS, INSEE – calculs Nexa

● Bonnes conditions pour les investissements

La faiblesse des taux d'intérêts interbancaires, évoluant en territoire négatif, a permis aux banques d'offrir des conditions propices aux investisseurs. Même en termes de taux réels (c'est-à-dire déduits de l'inflation), les entreprises ont pu bénéficier de ces avantages pour le financement de leur développement.

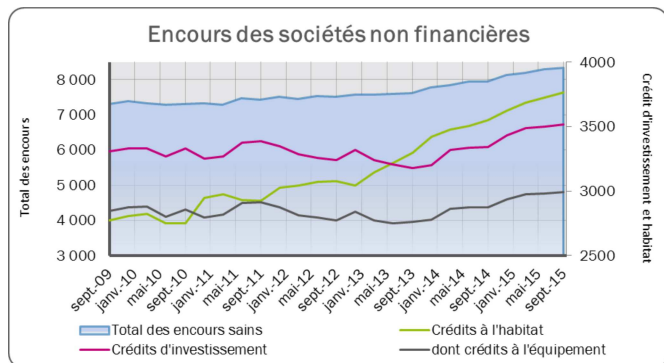


Sources : IEDOM, Banque de France

Les entreprises réunionnaises disposaient de 8,4 Md€ d'encours de crédits à la fin du troisième trimestre 2015, soit 5% de plus comparé à fin septembre 2014.

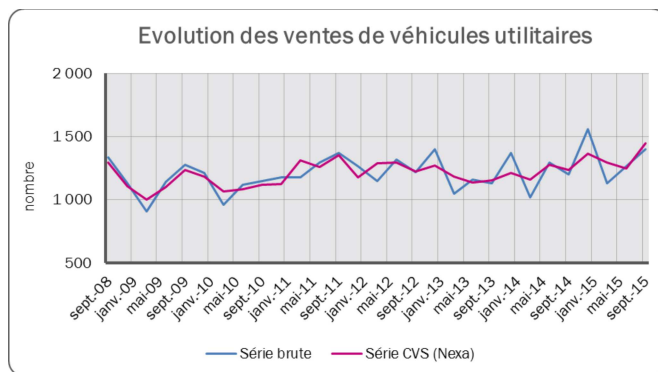
Si les crédits dédiés à l'investissement atteignent 3,5 Md€ (dont 3 Md€ pour l'équipement), soit une hausse annuelle + 5,2%, la part des crédits à l'habitat pèse 3,8 Md€ (+ 6% en glissement annuel).

L'investissement immobilier reste donc dans les priorités des entreprises réunionnaises.



Source : IEDOM

Les ventes de véhicules utilitaires progressent encore plus vite, avec une croissance de 16% sur le trimestre et de 10% en cumul annuel.



Source : SICR – Fichier central des automobiles

La perception sectorielle et empirique

(*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Depuis le lancement de l'enquête auprès des entreprises réunionnaises en 2012, les opinions du troisième trimestre n'ont jamais été aussi encourageantes en termes d'activité. En ligne avec les prévisions, la demande du marché et le chiffre d'affaires devraient être mieux orientés par rapport à l'année précédente, favorisant les indicateurs de marge et de rentabilité des acteurs économiques. Malgré cette embellie, les dirigeants sont plus pessimistes vis-à-vis de l'embauche salariée et du recours au crédit bancaire et autres sources de financement, et notent une perte de vitesse du niveau d'investissement.

Les hypothèses du quatrième trimestre annoncent une fin d'année « productive ». Le niveau d'activité devrait atteindre son niveau maximum depuis le début du baromètre, poussé par une demande particulièrement dynamique et une confiance au plus haut en l'économie réunionnaise. En effet, pour la première fois, l'opinion des chefs d'entreprises sur la situation économique locale est positive.

Dans le même temps, la rentabilité des décideurs et l'effectif salarié devraient repartir à la hausse, tandis que les investissements et le temps consacré à la formation du personnel reculeraient par rapport à 2014.

◆ Les activités industrielles contradictoires

Les **industriels des biens de consommation** anticipaient une légère augmentation de l'activité ainsi qu'une reprise de l'investissement ce trimestre. Malheureusement, la perception des professionnels est beaucoup plus négative, avec un niveau d'activité en recul par rapport au second trimestre. Parallèlement, le déclin du carnet de commandes et la chute des prix de vente devraient plomber les indicateurs de marge et

de rentabilité du secteur, bien deçà des niveaux de l'année précédente.

L'effectif salarié devrait également subir les conséquences de ce climat morose, tout comme le recours aux différentes sources de financement que les acteurs continuent de bouder.

Les prochains mois s'annoncent mieux orientés, les industriels espérant une progression de leur chiffre d'affaires et de leur marge, soutenus par une reprise de la demande du marché. Les investissements devraient également profiter de cette embellie en retrouvant un niveau significatif. Du côté du personnel, les acteurs n'entrevoient malheureusement pas de meilleures perspectives pour l'effectif salarié, ni pour la formation de leurs employés.

Le bilan des **autres industries** est aux antipodes de celui des industries des biens de consommation. Conformément à leurs prévisions, la majorité des indicateurs sont au vert : le chiffre d'affaires devrait continuer sa progression, poussé par une demande du marché positive. Pour faire face à ce regain d'activité, les professionnels devraient mieux utiliser leurs capacités de production et investir davantage. Dans le même temps, la rentabilité du secteur devrait s'améliorer, tout comme l'effectif salarié et le temps consacré à la formation.

A court-terme, les industriels espèrent un rebond de la demande du marché accompagné d'une forte hausse de l'activité et d'une meilleure utilisation des capacités de production. Parallèlement, l'embauche salariée devrait repartir à la hausse, tandis que la baisse des prix devrait rogner les indicateurs de marge et de rentabilité.

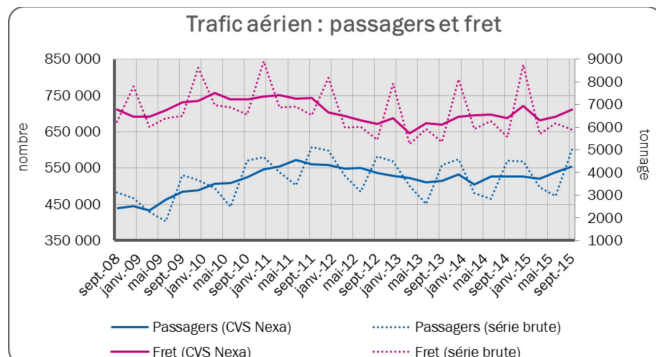
◆ Amélioration globale dans les transports

Contrariété pour les **transporteurs de passagers** qui devraient voir leur chiffre d'affaires et leur rentabilité chuter brutalement alors qu'ils espéraient une nette amélioration ce trimestre. Une des causes probables de ce ralentissement d'activité pourrait résider dans l'essoufflement du carnet de commandes des entreprises. Ce climat mitigé devrait freiner l'effectif salarié, ainsi que le niveau d'investissement du secteur.

Pour la fin de l'année, les décideurs souhaitent optimiser l'utilisation de leurs capacités de production afin de faire face à la relance de l'activité. Cependant, ils restent frileux au recrutement des salariés ainsi qu'aux investissements à court-terme.

Pour les **transports de marchandises**, les soldes d'opinions s'avèrent décevants par rapport aux prévisions, et inférieurs à l'année dernière. La demande du marché devrait diminuer ce trimestre impactant le chiffre d'affaires des professionnels et les obligeant à sous-utiliser leurs capacités de production. Le recours au crédit bancaire et autres sources de financement, ainsi que les investissements du secteur devraient reculer pendant cette période.

Pour le prochain trimestre, les dirigeants se montrent très pessimistes envers la situation économique de La Réunion. Ils redoutent, en effet, une activité en berne et une dégradation du niveau d'investissement. Enfin, la chute des prix de vente devrait plomber les indicateurs de marge et de rentabilité des entreprises.



Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Le **transport aérien de passagers** a enregistré une forte croissance de 27% sur le troisième trimestre par rapport au précédent, avec 602 300 passagers. En cumul annuel, les aéroports enregistrent une hausse de 2,3% du trafic aux portiques.

En termes de fret aérien, une légère contraction trimestrielle n'empêche pas la progression du tonnage de marchandises transportées depuis un an, de 2,5%.

Enfin l'**activité de transbordement** de Port Réunion se prépare à accueillir le « hub » régional de l'opérateur maritime CMA-CGM. Celui-ci doit desservir La Réunion directement depuis les plus grands ports européens et india-océaniques début 2016.

Avec la réception de nouveaux portiques et matériels, l'agrandissement du quai à conteneurs et le creusement de la darse, Port Réunion se dote ainsi d'infrastructures et des capacités qui lui permettront,

d'opérer avec des navires de 9.000 EVP (équivalent vingt pieds), contre 4.000 à 5.000 EVP actuellement.

◆ Regain des activités touristiques

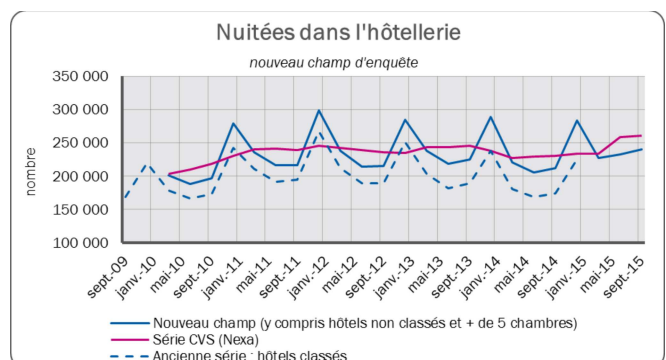
Au troisième trimestre 2015, la situation de l'**hôtellerie/restauration** reste encore préoccupante pour les professionnels. Malgré des espoirs de reprise, le chiffre d'affaires, combiné à un faible carnet de commandes, pourrait s'inscrire encore en baisse. Toutefois, les niveaux de marge et de rentabilité sont toujours négatifs mais mieux orientés qu'en 2014, tout comme la majorité des indicateurs.

Cela étant, les entrepreneurs anticipent une belle reprise de la demande et du chiffre d'affaires pour la fin de l'année, avec un effet positif sur les marges. Pour la première fois depuis le début de l'année, des possibilités d'embauches sont envisagées, reflétant le retour de la confiance des acteurs vis à vis de la situation économique de La Réunion.

Au cours du troisième trimestre 2015, les hôtels réunionnais ont enregistré 241 000 nuitées, un chiffre en augmentation de 13% par rapport au troisième trimestre 2014.

L'activité profite d'un retour des touristes, avec une offre de chambre et un taux d'occupation en hausse respectivement de 4% et de 5 points.

En cumul sur une année, ce sont près de 1 millions de nuitées qui ont été commercialisées, soit une progression de 6% par rapport à la période précédente.



Source : INSEE - enquête de fréquentation hôtelière

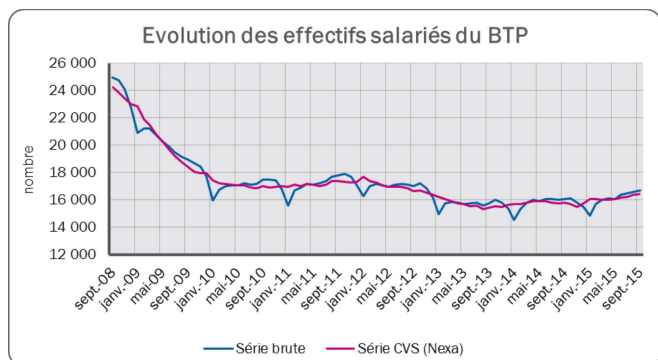
Le secteur a bénéficié pleinement des échos médiatiques de 2 événements majeurs. Le premier, lié à la découverte d'un flaperon appartenant au vol disparu du MH 370 de la Malaysia Airlines sur la côte Est de l'île, a attiré les médias et l'attention du monde entier sur notre territoire. Le second, relatif à l'éruption du Piton de La Fournaise, exceptionnelle par sa durée de 67 jours, et par ses émissions, estimées à plus de 20 millions de m3 de laves, a mis en valeur un atout naturel de l'île.

◆ Dualités dans le BTP

Les avis des dirigeants du **Bâtiment-Travaux Publics** expriment un ralentissement de l'activité ce troisième trimestre après un précédent trimestre exceptionnel. Selon eux, le chiffre d'affaires devrait tout juste se maintenir, porté par un carnet de commandes plutôt bien orienté. Tandis que la rentabilité devrait s'améliorer sensiblement, les effectifs salariés

pourraient suivre la tendance prévue en se contractant par rapport à 2014. De même, les décideurs pourraient réduire considérablement l'utilisation de leurs capacités de production. Seul le temps consacré à la formation des employés devrait légèrement se redresser par rapport à l'année précédente.

Pour la fin de l'année, les professionnels du secteur tablent sur une hausse de l'activité, mais qui devrait rester inférieure à celle perçue un an plus tôt. L'embauche et la formation devraient progresser, tandis que le recours au crédit bancaire et aux autres sources de financement devraient poursuivre une tendance baissière.



Source : CCP BTP

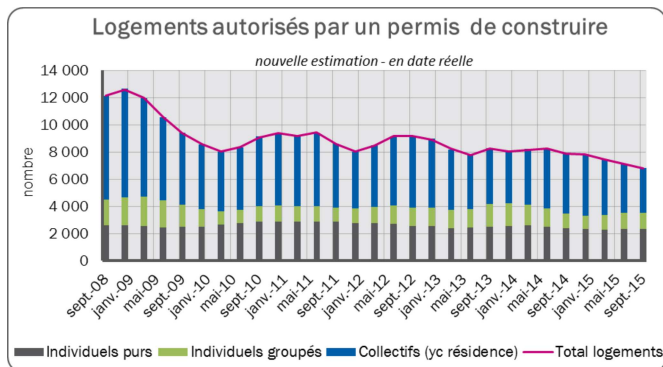
De manière plus tangible, les indicateurs d'activité du BTP, telles que les évolutions positives de l'emploi salarié ou des créations d'entreprises, témoignent d'une tendance toujours croissante de l'activité au troisième trimestre.

En 2015, l'ensemble des collectivités aura dépensé près de 950 M€ en travaux selon l'examen des budgets primitifs et des comptes administratifs. La Nouvelle Route du Littoral (NRL) dont les montants dépassent les 200 M€ cette année, constitue le principal poste d'investissements, compensant ainsi les difficultés des communes à mobiliser des financements.

En matière de constructions publiques, les entreprises ont profité essentiellement des réalisations dans l'enseignement et la formation. Le démarrage fin septembre du chantier du Pôle Sanitaire Ouest (d'une capacité de 310 lits, sur plus de 27 000 m²) amènera un surcroît d'activité à partir du trimestre suivant.

En revanche, le secteur du logement n'encourage pas à l'optimisme. Les autorisations de construire (en cumul sur 12 mois) affichent un nouveau recul sur le trimestre de -5%, et surtout de -14% en rythme annuel. Ce marasme touche principalement les opérations collectives sociales qui représentent l'essentiel de la production.

Les bailleurs et les professionnels de l'immobilier attendent maintenant beaucoup du Plan Outremer pour le logement social, censé faciliter les procédures d'aides et conforter les moyens budgétaires et fiscaux. Par ailleurs, les avantages de la loi Pinel pourraient apporter un espoir en fin d'année au secteur privé.



Source : CGEDD - S0eS/Sit@del2

Principal opérateur privé, CBo Territoria enregistre un ralentissement de -2% de son activité promotion sur les 9 premiers mois de l'année, affecté par l'habitat privé. En revanche les pôles Entreprise et Terrains à bâtir en net rebond amènent un nouveau souffle de croissance pour la société.

Les commerces

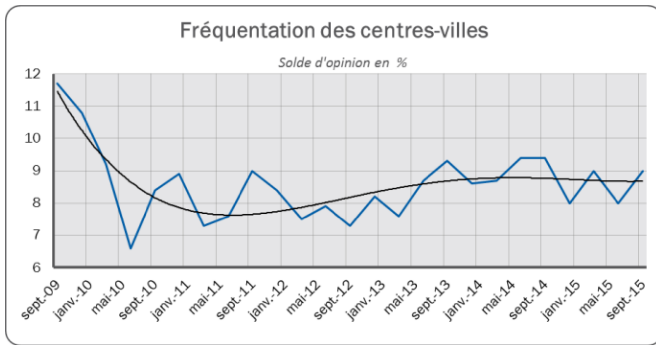
L'opinion des **commerçants grossistes** au troisième trimestre apparaît conforme à leurs pronostics : l'activité serait en légère hausse, même si la forte tension à la baisse des prix impacterait négativement les marges. Dans le même temps, l'effectif salarié resterait stable, tandis que l'investissement reculerait plus significativement. Enfin, le niveau des stocks repartirait à la hausse sur le trimestre.

Pour le quatrième trimestre 2015, les commerçants projettent de renforcer l'utilisation de leurs capacités de travail afin de répondre à la croissance de la demande du marché. Le chiffre d'affaires devrait ainsi redécoller, encourageant les acteurs à entrevoir de nouvelles perspectives d'investissements. Ces derniers, qui ont de plus en plus confiance au retour de la croissance économique locale, devraient en majorité mobiliser de nouvelles sources de financement.

Le **commerce de détail** semble souffrir toujours d'une activité morose, même si celle-ci devrait mieux s'orienter ce troisième trimestre par rapport à la période précédente. Au vu de la situation, les décideurs souhaitent réduire leurs effectifs salariés et pourraient subir une marge négative.

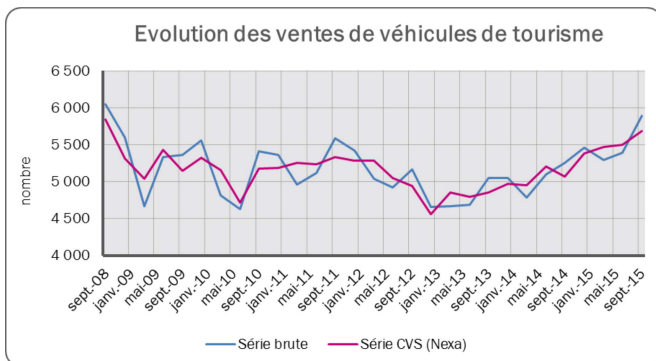
Au quatrième trimestre, les professionnels attendent une amélioration de la conjoncture économique locale, favorable à un rebond de la demande du marché et de leur chiffre d'affaires. Ce contexte devrait être accompagné d'une meilleure utilisation des capacités de production et d'un retour des embauches, mais resterait insuffisant à une relance des investissements.

La fréquentation des centres-villes est remontée à la faveur de la période des soldes d'hiver localement. Signe encourageant, après Darty/Habitat au second trimestre, une nouvelle enseigne est apparue avec la franchise Tati à Saint-Denis, démontrant la confiance des investisseurs vis-à-vis de la demande du marché.



Source : IPSOS

En matière d'automobiles, les concessionnaires ont profité d'un nouvel engouement des ménages pour l'acquisition de véhicules de tourisme. Avec près de 5900 unités vendues au cours du trimestre, les ventes progressent de 12% en glissement annuel et flirtent avec leur niveau d'avant crise.



Source : CGDD, SOeS

● Bonne configuration des services marchands

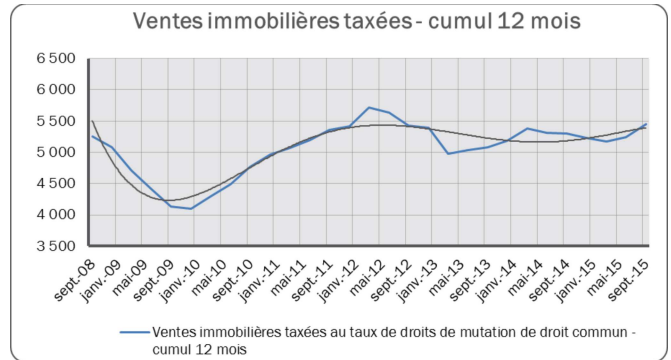
Au troisième trimestre 2015, une légère progression de l'activité ainsi que de leur rentabilité ressort de l'avis des **autres services marchands**. Ces derniers ont de plus en plus confiance en l'économie réunionnaise, mais n'envisagent pas pour autant le recours au crédit bancaire et aux autres sources de financement. Néanmoins, les professionnels devraient renouer avec l'investissement en cette période.

A court-terme, les dirigeants font l'hypothèse d'un nouveau gain de l'activité, associé à un carnet de commandes bien rempli. La marge et la rentabilité devraient continuer leur croissance en fin d'année, tandis que les acteurs devraient revoir à la baisse le niveau d'investissement et le temps consacré à la formation de leurs employés. Enfin, on peut noter une amélioration de la perception de la situation économique de La Réunion.

Le paysage local des **services bancaires** évolue avec le rapprochement de la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse (CEPAC) et de la Banque de la Réunion (BR) avalisé par l'agrément des autorités de tutelle. Outre la BR, la Banque des Antilles Françaises (BAF) et la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon (BDSMP) rejoignent également le groupe bancaire à l'échelon national.

Une nouvelle dynamique semble se dessiner pour le marché immobilier. Les **transactions immobilières**, en cumul sur 12 mois ont progressé de 4,1% par rapport au trimestre précédent et de 3,5% en glissement annuel.

Encouragé par ce potentiel, CBo a ouvert sa première agence, dans le cadre d'une nouvelle stratégie de développement de ses activités.



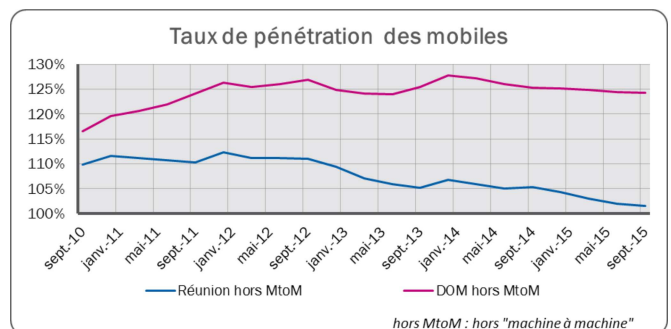
Source : CGEDD-MEDOC

● La filière numérique maintient l'allure

Combinée à un renforcement du carnet de commandes, l'activité du **secteur numérique** devrait s'améliorer au troisième trimestre, même si les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes des professionnels. En comparaison du trimestre précédent, les effectifs salariés devraient se réduire, tout comme le niveau d'investissement des entreprises.

La tendance devrait s'inverser à la prochaine saison, les acteurs espérant comme d'habitude une belle reprise de la demande du marché et de leur chiffre d'affaires. Ce contexte devrait favoriser l'emploi salarié ainsi que le niveau d'investissement.

Le segment des **télécommunications** accentue son développement, alimenté par le déploiement de la fibre optique dans les différentes communes. Suivant le périmètre du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique, les 3 opérateurs du secteur s'affrontent pour un total d'investissements estimés à 290 M€ sur 4 ans.



Source : ARCEP

En ce qui concerne la **téléphonie mobile**, et dans l'attente de l'arrivée prochaine de la 4G, l'arrivée d'un nouvel opérateur comme Free, via le groupe malgache Telma, pourrait redonner une dynamique au secteur. Au troisième trimestre 2015, le parc de mobiles, avec 858 000 appareils actifs, en baisse de -2,9% en un an, réduit encore son taux de pénétration auprès des usagers.

Les événements marquants récents

Juillet

◆ Tourisme

Le Conseil de Promotion du Tourisme a dédié sa dernière séance aux Outre-mer, avec l'ambition de réaffirmer la place de premier plan qu'entendent tenir les Outre-mer pour contribuer à l'attractivité touristique de la France. Un rapport y développe **27 mesures pour 2020**, articulées autour de 6 axes et s'appuyant sur le cluster Outre-mer d'Atout France qui doit devenir une plateforme opérationnelle et stratégique.

◆ Marchés publics

L'**ordonnance n° 2015-899** du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics entraîne une modification permettant de favoriser l'emploi des jeunes ultramarins. Les entreprises soumissionnaires en Outre-mer auront obligation d'employer « une part minimale du nombre d'heures nécessaires à l'exécution des marchés publics par des jeunes de moins de 25 ans, domiciliés dans ce territoire ». En outre, la simplification des modalités de candidature ou encore le plafonnement des capacités financières exigées permettront aux PME et TPE ultramarines de répondre plus fréquemment aux appels d'offre.

Août

◆ Coopération régionale

L'organisation des 9^{ièmes} **Jeux des Iles de l'Océan Indien** à La Réunion a connu de nombreux épisodes houleux. Cette édition, la troisième localement, après celles de 1979 et de 1998 a permis la participation des 7 îles, Madagascar, Comores, Maurice, Mayotte, Seychelles, Maldives et La Réunion, de 2000 athlètes et encadrants, avec 14 disciplines au programme.

◆ Attractivité territoriale

Un débris d'avion trouvé sur le littoral de Saint André a provoqué une hyper médiatisation locale et internationale. L'évènement a attiré les caméras du monde entier sur notre territoire. Après expertise, le morceau d'aile, un flaperon, a été identifié comme appartenant au Boeing 777 du vol MH 370 de Malaysia Airlines, porté disparu depuis mars 2014.

◆ Attractivité

Les « Pitons, cirques et remparts de l'île de La Réunion » fêtent leur 5^{ième} bougie. Porté par le Parc National de La Réunion, ils sont inscrits sur la liste du **Patrimoine mondial de l'Unesco**, en tant que bien naturel, depuis août 2010 "pour la qualité esthétique et la variété exceptionnelles de leurs paysages, ainsi que pour la richesse de la diversité biologique qu'ils abritent ».

◆ Entrepreneuriat

La **charte des bonnes pratiques**, relative à l'accompagnement des dirigeants dans la transmission des entreprises et à la promotion du contrat de génération-transmission, a été signée conjointement par la CCI Réunion, la Chambre départementale des

notaires et l'Ordre des experts-comptables. Destinée aux professionnels et aux entrepreneurs, elle contient une panoplie de mesures visant à mieux accompagner et réussir la cessation et la reprise des PME - TPE.

Septembre

◆ Emploi et formation

Le ministère des outre-mer et le ministère de la ville, de la jeunesse et des sports ont présenté le **plan jeunesse outre-mer**. Ce dernier mobilise 300 millions d'euros et s'articule autour de cinq grandes priorités : la réussite éducative, la transition entre la formation et l'emploi, l'autonomie et la prise d'initiatives des jeunes, l'insertion professionnelle et sociale, la lutte contre la délinquance et la promotion du vivre ensemble.

◆ Tourisme

Une douzaine de **tours opérateurs chinois** ont visité les grands lieux touristiques du sud de La Réunion. Leur séjour, organisé par le syndicat mixte de Pierrefonds et Destination Sud Réunion, a été proposé par la société mauricienne, Prestige consulting. Sans liaison directe avec notre île, les touristes chinois bénéficieraient de combinés intégrant La Réunion, en passant d'abord à Maurice, selon le concept des Îles Vanilles

◆ Coopération régionale

Le NRG4SD, **Network of Regional Governments for Sustainable Development**, a sollicité le président de la Région Réunion pour en assurer la vice-présidence et devenir porte-parole du réseau pour la zone Afrique. Cette organisation internationale sans but lucratif représente des Etats et des Gouvernements régionaux pour le développement durable. Elle est accréditée auprès du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la convention sur la Diversité Biologique.

◆ Grande distribution

Sous la pression de l'autorité de la concurrence, plusieurs grands groupes industriels de la grande consommation ont accepté de mettre **fin aux contrats d'exclusivité** conclus avec certains importateurs et grossistes d'outre-mer. D'autres groupes industriels continuent de distribuer des produits en suivant des contrats d'exclusivité, et risquent désormais une amende pouvant atteindre jusqu'à 10 % de leur chiffre d'affaires mondial.

◆ Innovation

La Technopole de La Réunion a organisé son 3^{ième} concours de Création d'Entreprises Innovantes. Lors de la soirée « **Pépites de l'Innovation Réunionnaise** », le jury a récompensé les 3 lauréats : « Bat'K Run », jeu de société innovant aux multiples facettes valorisant le patrimoine culturel et historique de La Réunion, « Atom Project », solutions innovantes pour le marché de l'immobilier, ainsi que « Queety inc. », un outil numérique et une nouvelle approche dans la prise en charge du sevrage tabagique.

L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **22 septembre au 10 octobre 2015** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 3T 2015	DEMANDE DU MARCHÉ	CHIFFRE D'AFFAIRES	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	CAPACITE DE PRODUCTION	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	-45%	-33%	-57%	-36%	-28%	-17%	-12%	-18%	-49%	-24%	-58%
Industrie Autres	14%	10%	-10%	-21%	0%	5%	20%	3%	-6%	18%	-24%
Commerce de détail	-34%	-31%	-38%	-2%	-26%	-3%	-21%	-14%	-3%	-21%	-38%
Commerce de gros	-28%	-18%	-27%	-23%	-5%	3%	11%	-6%	0%	3%	-24%
Construction	10%	-23%	-23%	-14%	-11%	9%	-26%	-10%	-31%	-21%	4%
Transports marchandises	-39%	-35%	-39%	-25%	-3%	-15%	-24%	-10%	-27%	-2%	-38%
Transports passagers	-16%	-11%	-1%	-9%	-10%	1%	-5%	1%	-7%	-2%	-29%
Numérique	-16%	-13%	-21%	-7%	-2%	-12%	-8%	3%	-14%	-1%	-24%
Hôtels et restaurants	-51%	-48%	-53%	-24%	-14%	-4%	3%	-32%	-17%	-5%	-34%
Autres services marchands	-13%	-5%	-13%	-5%	0%	0%	1%	-4%	-13%	5%	-13%
TOTAL	-19%	-17%	-25%	-12%	-9%	0%	-6%	-9%	-14%	-5%	-21%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	-19%	-12%	-51%	-34%	-13%	-9%	-7%	7%	-35%	23%	-38%
Industrie Autres	10%	16%	-15%	-16%	-6%	-1%	7%	-9%	-5%	5%	-18%
Commerce de détail	-13%	-16%	-41%	-12%	-23%	-10%	-14%	-15%	-14%	-29%	-27%
Commerce de gros	7%	7%	-17%	-21%	-1%	-4%	-21%	-11%	-5%	14%	5%
Construction	20%	5%	-13%	-13%	-10%	-6%	-37%	-30%	-32%	-35%	-4%
Transports marchandises	-20%	-22%	-24%	-17%	-13%	-11%	-21%	-16%	-15%	-2%	-43%
Transports passagers	-18%	-29%	-25%	-7%	-10%	11%	-3%	-5%	-8%	5%	-36%
Numérique	6%	6%	-25%	-15%	-2%	-3%	10%	7%	-3%	1%	-16%
Hôtels et restaurants	-34%	-29%	-29%	-16%	-10%	-9%	0%	-26%	-16%	-14%	-40%
Autres services marchands	-9%	8%	8%	-5%	0%	0%	9%	-8%	-13%	0%	-9%
TOTAL	-5%	-1%	-15%	-12%	-7%	-4%	-8%	-13%	-15%	-8%	-16%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	25%	19%	13%	3%	-13%	-14%	15%	22%	-13%	1%	32%
Industrie Autres	41%	29%	-5%	-20%	18%	-1%	-7%	7%	-30%	1%	25%
Commerce de détail	33%	33%	-11%	2%	4%	-17%	-11%	-4%	-12%	-3%	15%
Commerce de gros	23%	40%	-10%	-15%	5%	17%	6%	17%	18%	7%	24%
Construction	16%	12%	-5%	1%	6%	5%	-9%	7%	-26%	-4%	19%
Transports marchandises	-11%	-2%	-27%	-25%	-9%	-12%	-31%	4%	-3%	-2%	-15%
Transports passagers	28%	42%	8%	-5%	-4%	4%	1%	14%	6%	6%	24%
Numérique	26%	36%	-1%	-3%	9%	3%	7%	1%	-2%	7%	-11%
Hôtels et restaurants	24%	38%	9%	0%	6%	-6%	-6%	3%	-8%	-3%	22%
Autres services marchands	17%	22%	12%	-5%	5%	-4%	-17%	-4%	-17%	0%	18%
TOTAL	23%	26%	1%	-4%	5%	-3%	-9%	3%	-12%	0%	18%

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

-58 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au troisième trimestre 2015 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce début d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

● La scène internationale et européenne

8 ans après la crise dite des "subprime", le monde ne s'est toujours pas complètement remis des conséquences de cette crise financière mondiale.

Celle-ci n'était en quelque sorte que la résultante d'une consommation à crédit, compte tenu d'une modification tendancielle du partage de la valeur ajoutée, dans un contexte de mondialisation.

Pourtant la réponse apportée a consisté essentiellement à la mise en place d'une politique monétaire de QE (Quantitative Easing) et d'une politique de l'offre.

Certains économistes en arrivent pourtant à penser que nous sommes allés au bout de la politique monétariste.

Les dernières analyses des institutions internationales ont encore affecté les prévisions de croissance mondiale. Ramené au mieux à 3,1%, au pire à 2,7%, le rythme de progression du PIB en 2015 ne cesse de ralentir depuis 2010. Certaines estimations pour l'année 2016, laissent entrevoir une évolution moins favorable de l'économie mondiale, à 2,5% en moyenne.

Les tentatives des autorités chinoises de compenser le ralentissement de la demande mondiale, par le développement de son marché intérieur depuis 2008, pour maintenir son taux de croissance, n'a visiblement pas réussi. Les doutes sont de plus en plus importants sur la réalité du taux de croissance de la Chine, et les soubresauts des marchés financiers en sont une des traductions.

Cela explique les difficultés rencontrées par les pays émergents, et exportateurs de matière première, pénalisés par la contraction de la demande mondiale et la chute des cours mondiaux, en raison des surcapacités d'offres mondiales.

Tous ces éléments se sont déjà traduits par un creusement des difficultés des BRICS, laissant présager des problématiques de soutenabilité de leurs dettes à l'heure du relèvement des taux aux Etats-Unis.

Les politiques de QE (Quantitative Easing), qui ont été menées depuis septembre 2008, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume Uni ont eu pour conséquence de tout de même injecter plus de 6600 milliards de \$ dans l'économie.

Si ces politiques ont permis d'amortir l'impact de la crise, elles ont aussi alimenté des bulles tant sur les actifs financiers, que sur les marchés immobiliers.

Dans ces circonstances, il est probable que nous nous orientons vers une nouvelle crise financière en 2016, et que nous observons un décrochage entre la

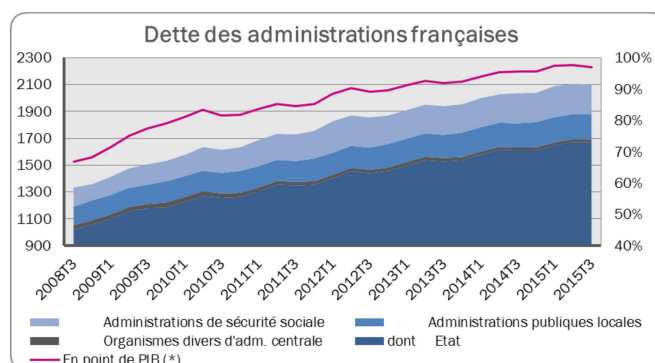
situation des pays émergents, BRICS compris qui entreraient en récession, et la situation des Etats Unis et de l'Europe qui connaîtraient respectivement une croissance de 2,4% et de 1,2 %.

Inquiétée par l'évolution mondiale et les faibles performances européennes, la BCE a renforcé sa politique de rachat d'actifs (assouplissement quantitatif) avec 2 mesures supplémentaires : un taux de dépôt négatif sur la facilité de dépôt qui passe de -0,2% à -0,3% et l'allongement des rachats d'actifs publics (élargis aux collectivités locales), censés augmenter les liquidités et faciliter leur circulation.

Le cas de la Grèce est emblématique et reste loin d'être résolu. Le pays a connu une forte récession au troisième trimestre, conséquence de la politique d'austérité, et des réformes qui lui ont été imposées.

● La politique économique française

En diminution de 2,2 Md€ à la fin du troisième trimestre 2015, la dette publique française atteint 2 103,2 Md€ à 96,9% du PIB, soit 0,7 point de moins par rapport au trimestre précédent. La charge de la dette, environ 40 Md€, a été contenue grâce à la baisse des taux d'intérêt.



Source : INSEE

Construit sur une hypothèse de croissance de 1,5% (contre 1% en 2015) et un déficit ramené à 3,3% (après 3,8% en 2015) du PIB, la loi de finances pour 2016 prévoit une réduction de 16 Md€ de dépenses et une baisse de 2 Md€ des impôts.

Rappelons que le gouvernement a décidé de faire supporter la réduction de dépenses au premier chef aux collectivités locales : les dotations aux communes et intercommunalités doivent notamment être amputées de 30%.

L'application de la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRE) au 1^{er} janvier 2016, qui renforcera les compétences des régions, se fera donc dans un contexte de restriction budgétaire.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2015, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications disponibles :

◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse au tourisme des personnes en situation de handicap, souffrant d'une pathologie et à la recherche de bien-être. Un diagnostic a été accompagné d'une stratégie, restituée et partagée avec les différentes filières et les représentants institutionnels et privés.

◆ **Agriculture biologique**

La filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de l'étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la chaîne de valeur à conforter.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à La Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

◆ **Les industries culturelles et créatives à La Réunion : diagnostic et perspectives**

En partenariat avec la Région Réunion et le Secrétariat générale aux affaires régionales, Nexa propose un diagnostic des industries culturelles et créatives à la Réunion, leurs potentialités ainsi que leurs perspectives de développement.

Les rubriques « **Indicateurs conjoncturels** » et « **Baromètre entreprises** » sont également consultables en ligne.

Prochainement :

- Attractivité, compétitivité et positionnement international de La Réunion
- Diagnostic et perspectives de l'économie circulaire à La Réunion

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

